

Si l'Europe n'est pas en mesure d'arrêter la guerre au Soudan, elle ne peut pas se permettre de l'ignorer

Cinzia Bianco, Will Brown | 7 novembre 2025 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [Sudan: A War Europe Cannot Stop, but Cannot Ignore](#) », publié le 31 octobre 2025 sur le site de l'European Council on Foreign Relations (ECFR).

El-Fasher, dans le Nord du Darfour, est aujourd'hui l'épicentre de la plus grande catastrophe humanitaire au monde. Les options de l'Europe sont peut-être limitées, mais les moyens de demander des comptes aux responsables ne manquent pas.

Au cours des 18 derniers mois, une ville et ses habitants ont résisté à une armée d'invasion. Contre toute attente, ils se sont battus courageusement, malgré la famine qui les menaçait et les conduisait inévitablement à la capitulation. Aujourd'hui, les défenses ont finalement cédé et l'enfer s'est déchaîné sur les survivants.

El-Fasher, une ville du Darfour, dans l'Ouest du Soudan, où des centaines de milliers de personnes ont fui après le déclenchement de la guerre en avril 2023, est aujourd'hui le théâtre de la plus grande crise humanitaire au monde. Selon [certains rapports](#), des patients sont abattus dans leur lit d'hôpital, tandis que le personnel médical est retenu en otage contre rançon. D'anciens députés ont été exécutés, des personnes ont été décapitées et les blessés sont torturés et humiliés.

Les responsables sont les membres des [Forces de soutien rapide](#) (FSR), un groupe paramilitaire, composé de dizaines de milliers d'individus, issu [des milices criminelles Janjawid](#), qui ont terrorisé le Darfour dans les années 1990 et au début des années 2000. Aujourd'hui, les FSR sont l'un des principaux acteurs de la guerre sanglante qui déchire le Soudan, un pays qui

avait, il fut un temps, nourri une forme d'espoir.

Pendant quelques années, le Soudan a en effet représenté l'un des rares succès des printemps arabes. En 2018, d'importantes manifestations ont conduit au renversement du dictateur islamiste Omar el-Béchir. Les FSR et les Forces armées soudanaises (FAS), l'armée officielle de l'État, ont par la suite pris le contrôle dans le cadre d'un gouvernement civilo-militaire hybride. Cet arrangement fragile a volé en éclats en avril 2023, après le déclenchement d'un conflit ouvert entre les deux groupes armés.

Si les FSR semblait initialement avoir pris le dessus, la guerre a depuis basculé en faveur des FAS, les forces gouvernementales ayant repris la capitale Khartoum au début de l'année 2025. Pourtant, aucune des deux parties ne semble capable de vaincre définitivement l'autre. Le conflit a donné naissance à un *patchwork* démesuré de mouvements miliciens, chacun bénéficiant de l'appui de soutiens étrangers, notamment l'Égypte, l'Iran, la Russie, les Émirats arabes unis, ainsi qu'une multitude de gouvernements régionaux, tels que celui du Tchad.

Des « puissances » occidentales sans volonté ni moyens

En coulisses, c'est un secret de polichinelle que, dans les faits, ni l'Europe ni les États-Unis ne peuvent ou ne veulent faire quoi que ce soit pour arrêter ou punir les responsables de ces massacres. Les Occidentaux n'auraient pas suffisamment d'influence, comme l'a déclaré Peter Pham, envoyé spécial pour le Sahel sous la première administration Trump, la semaine dernière lors du [Financial Times Africa Summit](#) à Londres. Ce sont les États géographiquement plus proches du Soudan, soutiens respectifs des camps opposés dans la guerre, qui aurait le plus de poids, en particulier les pays du Golfe. L'Europe, surtout, n'a pas la capacité de projeter la puissance militaire nécessaire pour faire pression sur les responsables des violences afin qu'elles cessent.

Si les États-Unis bénéficient d'une certaine influence dans le Golfe, ils manquent quant à eux de volonté politique. Malgré la puissance militaire considérable dont elle est détentrice, il est peu probable que l'administration Trump fasse d'une confrontation avec les parties impliquées une de ses priorités. Ainsi, bien qu'il existe, des deux côtés de l'Atlantique, de nombreux responsables et experts motivés, compétents et bien informés qui se soucient sincèrement du Soudan, les décideurs politiques de haut niveau regardent tout simplement ailleurs.

Le rôle des Émirats arabes unis

Les Émirats arabes unis, qui soutiennent les FSR, représentent l'acteur extérieur le plus influent au Soudan. Bien qu'Abou Dhabi continue de le nier, cela a été prouvé au-delà de tout doute raisonnable. Selon un article récent du [Wall Street Journal](#), qui cite des rapports des services de renseignement américains, les Émirats arabes unis ont livré des armes, notamment des drones de fabrication chinoise, aux forces des FSR, qu'on accuse désormais pour la seconde fois de génocide au Darfour. Le *Wall Street Journal* cite des données montrant des dizaines d'avions-cargos émiriens volant à l'est du Tchad, tandis que [les experts des Nations unies ont demandé à plusieurs reprises, sans les obtenir](#), les manifestes de cargaison et les certificats désignant l'utilisateur final des marchandises transportées. En avril 2025, les enquêteurs ont [retrouvé la trace](#) d'obus de mortier de fabrication bulgare, exportés légalement vers les Émirats arabes unis, dans des unités des FSR au Darfour, montrant ainsi comment des armes d'origine européenne sont détournées *via* les réseaux émiriens.

Le soutien des Émirats arabes unis aux FSR n'est pas idéologique, mais intéressé. Ces dernières contrôlent en effet une grande partie du commerce informel de l'or au Soudan, ainsi que les routes intérieures en direction de la mer Rouge, où des entreprises émiriennes telles que DP World et AD Ports cherchent à obtenir des concessions logistiques et portuaires. Par ailleurs, les Émirats arabes unis [considèrent que l'armée soudanaise](#) est liée à des réseaux islamistes qui lui sont hostiles.

Le strict minimum attendu de la communauté internationale

L'Union européenne (UE) peut d'ores et déjà prendre quelques mesures minimales afin de demander des comptes aux auteurs des violences au Soudan. Si ses efforts pour rassembler les groupes de la société civile soudanaise actuellement fracturés sont louables, imposer de la transparence aurait bien plus d'effets.

Londres, Paris, Berlin et Rome devraient se joindre à Washington pour demander, aux Nations unies, qu'Abou Dhabi rende publiques les registres de vol, les manifestes de cargaison et les certificats d'utilisateur final des marchandises émiriennes expédiées vers le Tchad et le Soudan. L'UE devrait également exiger la divulgation sans condition des exportations ou réexportations – transitant par les Émirats arabes unis – de composants de défense fabriqués en Europe, afin de combler les lacunes mises en évidence par l'affaire bulgare.

Les gouvernements européens soutiennent rhétoriquement la mission d'enquête des Nations unies et le groupe d'experts sur le Soudan créé en vertu de la résolution 1591 (2023) du Conseil de sécurité, mais ils n'ont pas fait pression sur Abou Dhabi afin que

le régime émirien coopère avec ces investigations onusiennes, ce qui révèle un écart entre les discours et les actes concrets.

Cela étant dit, une opposition résolue aux Émirats arabes unis et aux FSR ne doit pas pour autant conduire l'Europe à laisser carte blanche aux autres puissances régionales qui alimentent la crise. Cela inclut en particulier l'Égypte, qui soutient les FAS et représente une destination importante pour une grande partie de l'[or soudanais](#).

Si l'Europe veut être crédible lorsqu'elle invoque le droit international en Ukraine, à Gaza ou ailleurs, elle ne peut donc pas ignorer les atrocités commises au Soudan.

Crédit : Henry Wilkins/VOA via [Wikimedia Commons](#).

— — — — —

Cinzia Bianco, Will Brown

Cinzia Bianco ([@cinziabianco](#)) est chercheuse invitée à l'ECFR, où elle travaille sur les développements politiques, sécuritaires et économiques dans la péninsule arabique et la région du Golfe, ainsi que sur les relations avec l'Europe. Elle est également analyste senior chez Gulf State Analytics.

Will Brown ([@willbrownecfr](#)) est *senior fellow* au sein du programme Afrique de l'ECFR. Ses principaux domaines de recherche sont la géopolitique africaine, les conflits en cours dans la région du Sahel et la concurrence internationale dans la Corne de l'Afrique.

Comment citer cette publication

Cinzia Bianco, Will Brown, « Si l'Europe n'est pas en mesure d'arrêter la guerre au Soudan, elle ne peut pas se permettre de l'ignorer », trad., *Le Rubicon*, vol. 5, 7 novembre 2025 [<https://lerubicon.org/si-leurope-nest-pas-en-mesure-darreter-la-guerre-au-soudan-elle-ne-peut-pas-se-permettre-de-lignorer/>].